

Accord national  
**ORGANISATION DE LA NÉGOCIATION COLLECTIVE  
EN AGRICULTURE**  
**(21 janvier 1992)**

AVENANT N° 6 DU 9 JUILLET 2013

NOR : AGRS1397185M

Entre :

La FNSEA ;

La FNEDT ;

L'UNEP ;

La FNB ;

La FNCUMA ;

L'USRTL ;

La FFPF,

D'une part, et

La FGA CFDT ;

La FNAF CGT ;

La FGTA FO ;

La CFTC de l'agriculture ;

Le SNCEA CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

*Modification de l'article 1.4*

L'article 1.4 est rédigé comme suit :

« Article 1.4

*Participation à la négociation collective*

Les salariés en activité définis à l'article 1.3 bénéficient de l'autorisation de s'absenter de leur travail pour participer à la réunion d'une commission mixte, d'une commission paritaire ou d'un groupe de travail paritaire, sur présentation à l'employeur d'une convocation écrite. Pour permettre aux employeurs concernés de prévoir l'organisation du travail, les parties signataires du présent accord souhaitent que les convocations parviennent à leurs destinataires au moins 15 jours à l'avance.

Le droit de s'absenter s'exerce dans la limite de 4 réunions par an. Pour d'éventuelles réunions supplémentaires, ce droit pourra être accordé sur décision de l'AFNCA.

Le salaire des salariés en activité ainsi autorisés à s'absenter est maintenu par l'employeur sur présentation d'une attestation de présence.

Les frais de déplacement des salariés précités sont pris en charge par l'organisation représentative des employeurs, dans les conditions définies par l'AFNCA.

Le présent article se substitue aux clauses moins favorables ayant le même objet des conventions et accords collectifs conclus dans le champ d'application du présent accord. Les conventions et accords collectifs conclus dans le champ du présent accord sont réputés conformes aux dispositions du code du travail. »

## **Article 2**

### *Modification de l'article 1.5*

L'article 1.5 est rédigé comme suit :

#### « Article 1.5

##### *Participation à des réunions de préparation ou de suivi*

Les salariés en activité définis à l'article 1.3 bénéficient également de l'autorisation de s'absenter de leur travail pour participer, sur présentation à l'employeur d'une convocation écrite émanant de leur organisation syndicale, à 4 réunions de préparation ou de suivi par an, tenues dans le mois qui précède ou qui suit la réunion de la commission mixte ou de la commission paritaire. Lors de cette réunion de préparation ou de suivi, l'organisation syndicale fait signer une attestation ou feuille de présence aux salariés présents et l'adresse, ainsi que la convocation, à l'AFNCA.

Le salaire est maintenu et les frais de déplacement sont pris en charge dans les conditions définies à l'article 1.4. »

## **Article 3**

### *Modification de l'article 2.4*

L'article 2.4 est rédigé comme suit :

#### « Article 2.4

##### *Utilisation de la part A destinée aux salariés*

La part A destinée aux salariés est prioritairement utilisée par l'AFNCA :

- d'une part, pour le remboursement des salaires maintenus par les employeurs en application des articles 1.4 et 1.5 ci-dessus et des charges sociales y afférentes. A cet effet, les employeurs concernés transmettent l'état justificatif de la dépense à leur organisation professionnelle, qui la rembourse directement et qui est elle-même remboursée par l'AFNCA ;
- d'autre part, pour la prise en charge des frais de déplacement dus en application des articles 1.4 et 1.5 ci-dessus. Ces frais sont directement payés aux salariés concernés par l'organisation professionnelle des employeurs et remboursés à celle-ci par l'AFNCA.

Lorsque, à la fin d'un exercice, le conseil d'administration de l'AFNCA constate que la part A n'a pas été entièrement consommée, l'excédent est réparti entre les organisations syndicales de salariés signataires du présent accord.

Cette répartition est effectuée au prorata du nombre de salariés ayant, au cours de l'exercice écoulé, représenté leur organisation à l'occasion d'une réunion de négociation citée à l'article 1.4 ci-dessus et dont le salaire a été maintenu conformément aux dispositions de ce même article. Ce nombre est majoré d'une unité par réunion et par organisation syndicale signataire du présent accord pour les réunions à l'occasion desquelles la délégation de l'organisation syndicale comportait au moins un représentant ne répondant pas à la définition de salarié en activité telle que précisée à l'article 1.3 ci-dessus.

Les réunions de préparation et de suivi citées à l'article 1.5 n'entrent pas dans le décompte de l'alinéa précédent. »

#### **Article 4**

##### *Modification de l'article 2.6*

L'article 2.6 est rédigé comme suit :

##### *« Article 2.6*

##### *Utilisation de la part A destinée aux employeurs*

Pour l'application du présent article, constituent des "organisations professionnelles" les associations, syndicats, unions ou fédérations à compétence nationale, régionale, interdépartementale ou départementale, membres d'une des organisations nationales représentatives des employeurs signataires du présent accord.

La part A destinée aux employeurs est utilisée par l'AFNCA pour la prise en charge des frais exposés par les employeurs et leur organisation professionnelle à l'occasion des réunions de commission mixte, de commission paritaire ou d'un groupe de travail paritaire convoquées en vue de la négociation d'une convention ou d'un accord collectif dans le champ d'application du présent accord national, dans la limite de 4 réunions par an. Pour d'éventuelles réunions supplémentaires, ce droit pourra être accordé sur décision de l'AFNCA.

Pour les réunions de préparation et de suivi de ces réunions de commission mixte ou paritaire, qu'elles soient organisées entre organisations professionnelles ou par une seule organisation professionnelle, la prise en charge des frais des participants employeurs est limitée à 4 réunions par an.

Le nombre d'employeurs susceptibles d'être pris en charge ne peut excéder 15 pour une même réunion. Lorsque le champ d'application de la convention ou de l'accord collectif, objet de la négociation ou de la révision, implique au moins 5 départements, le nombre maximum d'employeurs susceptibles d'être pris en charge passe à 20 pour une même réunion. Lorsque le champ d'application de la convention ou de l'accord collectif, objet de la négociation ou de la révision, est national, le nombre maximum d'employeurs pris en charge est également de 20.

Dans le cadre de commissions ou de conseils issus d'accords collectifs nationaux interprofessionnels agricoles, les organisations signataires se réservent le droit d'appliquer les règles de prise en charge aux représentants employeurs des organisations syndicales d'employeurs représentatives dans le champ de ces accords, participant aux réunions de ces commissions et conseils.

A l'issue de chaque réunion, l'organisation professionnelle transmet à l'AFNCA un état des présences émargé par les intéressés. L'AFNCA verse à l'organisation professionnelle un montant forfaitaire par participant, chaque organisation déterminant elle-même les règles de prise en charge des frais exposés par les employeurs désignés pour la représenter. Ce montant forfaitaire est fixé tous les ans par le conseil d'administration de l'AFNCA.

Lorsque, à la fin d'un exercice, le conseil d'administration de l'AFNCA constate que la part A n'a pas été entièrement consommée, l'excédent est réparti entre les organisations professionnelles ayant participé à au moins une réunion de négociation au cours de l'exercice écoulé.

Cette répartition est effectuée au prorata du montant des cotisations versées à l'AFNCA par les employeurs représentés par chacune des organisations professionnelles. Ce prorata est constaté tous les ans par le conseil d'administration de l'AFNCA. »

#### **Article 5**

##### *Entrée en vigueur*

Le présent avenant entrera en vigueur dès sa signature.

## **Article 6**

### *Dénonciation. – Révision*

Le présent avenant pourra être révisé conformément aux dispositions légales.

Le présent avenant pourra être dénoncé en respectant un préavis de 3 mois et, sauf conclusion d'un nouvel avenant, il cessera de produire ses effets après le délai de 1 an à compter du préavis.

## **Article 7**

### *Dépôt et extension*

Le présent avenant est déposé conformément aux dispositions légales et son extension est demandée.

Fait à Paris, le 9 juillet 2013.

(Suivent les signatures.)